L'homophobie populaire au Cameroun

Ludovic Ladõ

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16895>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.16895

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 23 novembre 2011

Pagination : 921-944

ISBN : 978-2-7132-2299-3

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Ludovic Ladõ, « L'homophobie populaire au Cameroun », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 204 | 2011, mis en ligne le 06 janvier 2014, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16895> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16895>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

L'homophobie populaire au Cameroun

Ludovic Ladõ

- 1 Ces dernières années on a assisté au réveil de l'homophobie populaire dans certains pays africains, notamment au Cameroun et au Sénégal. Le débat sur l'homosexualité a déjà une longue histoire en Occident comparé à l'Afrique contemporaine où le consensus moral populaire reste largement homophobe¹. Jusqu'à très récemment beaucoup d'Africains suivaient ce débat sur la légitimité de l'homosexualité de loin, par le biais des médias, comme étant « l'affaire des Blancs ». Mais le pouvoir qu'ont les médias de mondialiser les débats et controverses, de convertir les questionnements locaux en problèmes mondiaux, n'est plus à démontrer. Et, comme certains auteurs ont eu à le souligner, la mondialisation des industries de la culture et la consommation de masse qui s'en suivent ont un impact certain sur les identités et les pratiques locales et « posent avec acuité la question des fonctions d'orientation de la culture » (Warnier 2004 : 52). Aujourd'hui, la famille, l'école, la religion et les associations n'ont plus qu'un contrôle partiel de ces fonctions et, par conséquent, « l'individu confronté au déferlement des contenus culturels en vrac par des canaux multiples (TV, Internet, télécopie, etc.) ne dispose pas de capacités qui lui permettraient de trier, de hiérarchiser et d'ordonner ces contenus. Il y a là un vide, et une demande à satisfaire » (*ibid.* : 52).
- 2 C'est un tel vide qu'a révélé le récent débat public sur l'homosexualité dans certains pays africains. En effet, il y a encore quelques années l'homosexualité était un sujet tabou sur le continent africain. D'après l'anthropologue camerounais S. C. Abega (2007a : 224), « Les négro-Africains l'assimilent généralement à une forme de sorcellerie ». Achille Mbembe (2000 : xxv), pour sa part, parle du « refoulement originaire » de la relation homosexuelle et de son association avec la puissance occulte dans l'imaginaire collectif des sociétés africaines.
- 3 D'après l'opinion populaire camerounaise, que nous tenterons ici de démêler, l'homosexualité serait un produit d'importation instrumentalisé par l'élite politique et économique à des fins inciviques et criminelles. Cette interprétation populaire souvent relayée par les médias locaux résiste farouchement aux tentatives de déconstruction

amorçées par quelques intellectuels locaux (Boulaga 2007 : 8 ; Nyamsi 2007 : 60). Cet essai part de l'analyse des termes du débat en cours sur l'homosexualité au Cameroun pour esquisser une interprétation de la diabolisation de l'élite politique et économique camerounaise par le biais de la stigmatisation de l'homosexualité. Nous montrons comment l'homophobie populaire est désormais mise à l'épreuve par les réseaux internationaux de défense des droits de *gays* et de lesbiennes.

De l'homophobie africaine

- 4 Quiconque s'aventure sur ce terrain est frappé, de prime abord, par la rareté d'études sérieuses et récentes sur l'homosexualité en Afrique en général et en Afrique centrale en particulier². Le tabou culturel qui complique l'accès aux données empiriques semble se doubler d'un tabou scientifique. Quelques missionnaires et anthropologues coloniaux ont laissé des textes y faisant allusion, mais il s'agit souvent d'une littérature qui non seulement date mais aussi porte les marques des préjugés et de l'épistémologie de l'époque. Les missionnaires la décrivaient pour la décrier tandis que les anthropologues évolutionnistes n'y voyaient que les survivances d'une sexualité primitive (Borillo 2001 : 67). Si quelques études sérieuses existent sur les pratiques homosexuelles pendant la période précoloniale en Afrique australe et orientale, on connaît très peu de choses de ces mêmes pratiques en Afrique centrale et occidentale d'avant la colonisation. Et pourtant elles existaient dans divers contextes et à des degrés divers de légitimité ou de tolérance (Boulaga 2007 : 37-43 ; Ngomo 2007 : 48-50).
- 5 Les quelques ouvrages qui ont traité de l'homophobie en profondeur font rarement référence à l'histoire et aux manifestations de celle-ci en Afrique. On ne sait presque rien des formes que l'homophobie a pu prendre dans l'histoire précoloniale de l'Afrique, y compris dans les pays où elle était légitime ou simplement tolérée. S'il ne fait aucun doute que par l'évangélisation, l'islamisation et une certaine législation coloniale, l'homophobie d'origine religieuse s'est progressivement « infiltrée dans de nombreuses cultures, qui, auparavant, étaient bien plus favorables » (Spencer 1998 : 444), l'amnésie actuelle semble suggérer qu'en Afrique précoloniale l'homosexualité se déployait dans des matrices culturelles essentiellement hétérosexistes. Si tel est le cas, le christianisme et l'islam n'auraient donc fait que renforcer des traits culturels dominants dans une Afrique précoloniale qui, tout en accordant une place de choix au mariage hétérosexuel et à la procréation, n'excluait pas nécessairement l'homosexualité.
- 6 Les théories psychologiques et sociologiques dominantes avancées pour expliquer l'homophobie la présentent souvent comme un mécanisme de défense contre l'homosexualité, celle-ci étant perçue comme une menace pour la norme hétérosexiste établie et garante des identités individuelle et collective (Borillo 2001 ; Chapman & Rutherford 1988). Par ailleurs, n'étant pas procréatrice, l'homosexualité est perçue comme une menace pour la survie même de l'espèce. Elle est souvent vue comme un « mal venu d'ailleurs » ; dans le cas de l'Afrique, sa provenance est occidentale. Les approches historiques mettent l'accent sur la dimension contextuelle de certaines de ces phobies collectives périodiquement éveillées. « La société en crise exacerbe l'homophobie » (Spencer 1998 : 467) qui peut être instrumentalisée par les détenteurs du pouvoir. Dans l'histoire, l'homosexualité a souvent été invoquée en situation de crise ou d'angoisse pour nommer ce qui est perçu comme le plus grand danger ou pour diaboliser l'ennemi imaginaire ou réel : le paganisme, la barbarie, l'hérésie, le communisme, le

capitalisme, les musulmans, etc. Ainsi, l'« amalgame de mythes populistes est à la portée de n'importe quel gouvernement en période de déclin politique, ou quand les forces ennemis l'assiègent ; le paquet est là, tout prêt, à déballer, à faire exploser comme un engin à fabriquer de la solidarité et de l'unisson » (*ibid* : 462). Cette étude montre que l'homophobie peut aussi être instrumentalisée par l'opinion populaire contre les détenteurs du pouvoir.

Homosexualité et opinion populaire

Acte 1. L'affaire des « homosexuels du Cameroun »

- 7 En janvier 2006 trois journaux camerounais (*La Météo*, *L'Anecdote* et *Nouvelles d'Afrique*) défrayèrent la chronique en publiant des listes de hautes personnalités du pays présentées comme homosexuelles. Sur ces listes figuraient des noms de membres du gouvernement, des hauts cadres du parti au pouvoir, des directeurs d'entreprises publiques et privées, des opérateurs économiques, des personnalités de la société civile, des hommes d'Église, des hommes de culture, des sportifs, etc. Bref, il s'agissait d'une mise en cause directe de la moralité de cette frange de l'élite camerounaise.
- 8 Dans l'éditorial de sa parution du 24 janvier 2008, le verdict de *L'Anecdote* sur les pratiques homosexuelles était sans appel : « Des hommes se faisant l'amour par des orifices les plus dégoûtants, ou les femmes s'entre-léchant tendrement. Il s'agit bien d'actes crapuleux pour la décence sociale. [...] Faut-il s'en complaire en restant silencieux face à la valse d'invasions incestueuses qui polluent la société ? » En effet, ces journaux à sensation stigmatisaient et criminalisaient l'homosexualité en l'associant à des pratiques initiatiques de certains cercles ésotériques. D'après les dénonciateurs, cet ésotérisme serait le lot de personnalités camerounaises assoiffées de pouvoir, de richesse et de gloire. Ils établissaient un lien direct de cause à effet entre la perversité présumée de cette élite et la crise multidimensionnelle du Cameroun.
- 9 Ces publications propulsèrent le débat sur l'homosexualité au devant de la scène publique et déclencha tout un tapage qui secoua la société camerounaise pendant des mois. Comme l'extrait suivant, paru dans *Nouvelle expression* en témoigne, certains journalistes n'hésitèrent pas à saluer le « courage » de leurs collègues :

« Le sujet est assez grave. L'opinion publique nationale et internationale s'en délecte. L'homosexualité et leurs adeptes sont épinglés par certains journaux ayant curieusement en commun d'être proches du pouvoir : *La Météo*, *L'Anecdote* et *Nouvelles d'Afrique* ont publié des listes "des homosexuels" et "des pédés" du Cameroun. Un véritable coup médiatique dans une société où les valeurs morales, spirituelles et traditionnelles foutent le camp. Précédés par les dignitaires de l'Église catholique et de l'Islam qui ont clairement dénoncé l'homosexualité, ces journaux ont eu le courage d'aller plus loin » (Kamguia 2006 : 6)
- 10 D'autres journalistes, en revanche, sans toutefois remettre en cause la stigmatisation de l'homosexualité, critiquèrent la démarche de leurs collègues qualifiée d'atteinte aux libertés individuelles et d'abus de la liberté de presse.

« S'il n'y a donc pas de sujet tabou pour la presse dont on dit qu'elle ne doit "rien cacher pour plaire", il reste toujours cette exigence de professionnalisme, puisée au respect des règles de l'éthique et de la déontologie, qui lui impose aussi, dans son rôle de responsabilité sociale, de "ne rien dire pour nuire", sans enquête contradictoire. Au-delà du respect de la vie privée des individus, le problème que

posent les listes, publiées ça et là, souvent différentes et parfois contradictoires, vient de ce que leur collecte a pu amener à publier des noms de personnes ou personnalités n'ayant rien à voir avec ces pratiques »(Batongué 2006 : 8)

- 11 Un autre journaliste allait plus loin en spéculant sur un probable lien entre la publication de ces listes et la concurrence des sectes ésotériques au sommet de l'État camerounais :

« L'hypothèse la plus courue est assurément liée aux cercles ésotériques qui ont trusté le sommet politico-administratif du Cameroun depuis la fin du siècle dernier. Nul n'ignore que les rosicruciens, naguère nombreux dans l'appareil de Paul Biya, se sont fait supplanter ces dernières années par des francs-maçons qui jouissent aussi du rayonnement mondial plus grand de leur organisation. [...] L'idée probable est donc de construire un scénario à la française, où la révélation de nombreuses affaires de corruption et mœurs incriminant principalement des francs-maçons avait conduit les "frères" à faire la purge dans leurs rangs, laissant ainsi d'autres accéder à des fonctions ou à des transactions jusque-là confisquées. D'autant qu'on laisse courir le bruit qu'au sein de cette confrérie nébuleuse, l'homosexualité est de tradition, au moins tolérée [...] »(Bambou 2006 : 5)

- 12 Comme on peut le constater, les journalistes camerounais n'étaient pas divisés sur la stigmatisation de l'homosexualité mais sur la conformité de la démarche de leurs collègues aux normes de la déontologie professionnelle. Les auteurs desdites listes et leurs défenseurs soutenaient que l'homosexualité, étant pénalisée par la législation camerounaise, ne pouvait être reléguée au domaine de la vie privée.

- 13 Certaines des personnalités mises en cause n'hésitèrent pas à intenter des procès contre les responsables des journaux en question pour diffamation. L'un d'eux, ministre en fonction, déclara à la presse :

« Au moment où je m'apprête à me présenter au tribunal, pour la première fois à titre personnel, pour diffamation et atteinte à mon honneur et à ma dignité, je souhaite vous faire savoir que je m'y résous parce que j'ai la conviction que la ligne rouge qui n'aurait jamais dû être franchie contre une personne l'a été. Dès lors, je me trouve dans l'obligation de défendre, non seulement mon honneur et ma dignité d'homme, mais aussi celui de ma famille qu'une telle infamie pourrait suivre pendant des générations. (Il convient de préciser que l'homosexualité est réprimée par la loi de notre pays et est inconcevable dans notre culture) »(Doo Bell 2006 : 7)

- 14 Pour le plaignant, ce n'était pas la stigmatisation de l'homosexualité qui posait problème mais bien le fait d'être associé avec « une telle infamie ». Pendant que cette affaire secouait la société camerounaise, des intellectuels de la place tentèrent d'organiser un débat sur le sujet. Quant à l'opinion populaire camerounaise, elle réaffirma en substance son homophobie. La minorité qui, au nom des libertés individuelles et du droit à la différence, en appelait à la dépénalisation de l'homosexualité avait du mal à se faire entendre. Nous reviendrons sur les détails des arguments opposant la majorité conservatrice et la minorité libérale après l'évocation d'une autre affaire ayant contribué à renforcer dans l'opinion publique camerounaise le lien présumé entre pratiques homosexuelles et criminalité.

Acte 2. L'affaire Djomo Pokam

- 15 Le 21 août 2006, le corps d'un jeune étudiant était retrouvé dans l'enceinte de l'hôtel Hilton de Yaoundé. Tout laissait à penser qu'il avait été assassiné dans l'une des suites de l'hôtel avant d'être défenestré du huitième étage. Mais par qui et pourquoi ? Son corps présentait des brûlures et des lésions au niveau des parties intimes. Les enquêtes de la police judiciaire ont signalé la présence dans les suites au moment du crime de deux

hautes personnalités camerounaises : l'un, ex-chef du protocole du chef de l'État et ambassadeur du Cameroun à l'ONU, et l'autre, président de la Chambre de commerce, d'industrie et de l'artisanat du Cameroun. Le nom de ce dernier figurait déjà sur l'une des listes des présumés homosexuels dont il a été question plus haut. Un journaliste commenta l'affaire en ces termes :

« La Direction de la police judiciaire détient à présent les noms de ces mystérieux personnages et éventuellement leurs complices. Il s'agit de deux hautes personnalités de ce pays, reconnues comme de redoutables et dangereux homosexuels, et qui se trouvaient sur la trajectoire de la chute du corps de Djomo Pokam le 21 août 2006. La police judiciaire qui a à sa possession tous les éléments pouvant permettre de procéder aux arrestations est confrontée à une grosse difficulté. Il se dit qu'elle ne peut agir sans avoir reçu l'aval de la plus haute autorité du pays qui se trouve actuellement en visite officielle en Chine. [...] Suspect numéro 1 dans cette sale affaire, le nom du président de la Chambre de commerce, d'industrie, des mines et de l'artisanat a été cité à plusieurs reprises dans les journaux » (Docki 2006 : 5)

- 16 Les enquêtes de la police judiciaire n'ayant pas eu de suite, l'opinion publique camerounaise en a conclu qu'il s'agissait bien d'un meurtre rituel lié aux pratiques homosexuelles, de quoi conforter la position des auteurs des listes des présumés homosexuels susmentionnées. Cette affaire ne pouvait que relancer le débat sur la moralité de l'élite politique et économique du Cameroun.

Acte 3. L'affaire des commissaires de police révoqués

- 17 Le feuilleton commence le 1^{er} mars 2006 par une décision signée du délégué général à la Sûreté nationale du Cameroun qui suspend trois commissaires de leurs fonctions. On leur reprochait d'avoir arnaqué deux expatriées. D'après les déclarations de ces dernières, ces commissaires les auraient arrêtées dans un bar de la place à 23 heures, les auraient interrogées longuement à propos d'un tournage de film sur l'homosexualité, avant de les obliger à leur donner un million de FCFA. Après une série de mesures disciplinaires, ces commissaires seront purement et simplement révoqués du corps de la police camerounaise le 4 septembre 2006 par une décision signée du secrétaire général de la présidence du Cameroun.
- 18 Les commissaires révoqués, en exil au Canada suite à l'affaire, ont donné leur version des faits en février 2007 qui, tout en ressuscitant le débat sur l'homosexualité au Cameroun, a accablé une fois de plus l'élite administrative et politique du Cameroun. Ils ont affirmé sur les ondes d'une radio que les expatriées en question étaient effectivement impliquées dans le tournage de films sur l'homosexualité au Cameroun et bénéficiaient de la protection de hautes personnalités. Un journal local a relayé ces divulgations :

« En grattant le vernis de l'affaire, on se rend compte, à en croire les commissaires de police, que les deux expatriées dont l'identité n'a pas été relevée dans le communiqué de presse de Edgard Mebe Ngo'o, sont en mission commandée dans le cadre de la réalisation de nombreux films et reportages sur l'homosexualité. Elles-mêmes seraient lesbiennes. L'une d'entre elles, Metzger Céline Michelle, aurait fait de la prison en Afghanistan. Elles trichent avec leur identité de pigistes et envoyées spéciales partout où elles passent » (Onohiolo 2007 : 9)
- 19 Les commissaires révoqués ont également fait des révélations sulfureuses sur l'existence des réseaux homosexuels au sommet de l'État camerounais. Alors que la hiérarchie de la

police camerounaise parlait de revanche, la majeure partie de l'opinion publique voyait en cette affaire un autre indice de la perversité de l'élite politique camerounaise.

Homophobes et homophiles : les termes d'un débat

- 20 Sur une période d'environ trois ans, nous avons recueilli sur le terrain, dans les médias et sur l'Internet plusieurs centaines de prises de position de Camerounais sur la question de l'homosexualité. Les points de vue ont ensuite été regroupés dans des sous-ensembles présentés comme des « arguments » qui structurent l'opinion populaire en la matière.

Arguments homophobes

- 21 S'il est vrai que tous les homophobes camerounais condamnent les pratiques homosexuelles, ils ne le font pas pour les mêmes raisons. Les arguments avancés sont de plusieurs ordres : légal, socio-économique, culturaliste, moral, démographique, naturel, etc. Mais tous les arguments homophobes, malgré leur diversité, ont ceci en commun qu'ils défendent le dogmatisme hétérosexiste qui « dispose que l'hétérosexualité est l'unique forme de sexualité légitime » (Ngomo 2007 : 47).

L'argument légal

- 22 Il se résume souvent au rappel du fait que la loi camerounaise condamne et punit les pratiques homosexuelles. Les deux prises de position suivantes l'illustrent bien :
- « L'homosexualité est interdite et punie par la loi camerounaise, la messe est dite ! »
 « Pour ma part, il n'y a pas de crédit à accorder aux pédés sur le territoire camerounais. La loi est claire, l'homosexualité est un délit et une abomination culturelle au regard de nos coutumes. [...] Il n'y a pas de débat à faire autour du vice. »
- 23 Cet argument obéit à une logique à laquelle on peut donner la forme syllogistique suivante : « Tout ce qui est puni par la loi est mauvais ; l'homosexualité est punie par la loi ; donc l'homosexualité est mauvaise. » Certains Camerounais voient dans la dépénalisation de l'homosexualité dans la plupart des sociétés occidentales un indice de la déliquescence morale de l'Occident. Ils s'évertuent donc à mettre leurs compatriotes en garde contre les risques d'un mimétisme aveugle de l'Occident. En effet, bon nombre de prises de positions sur la question de l'homosexualité en Afrique constituent un véritable procès moral de l'Occident.

L'argument de la diabolisation de l'Occident

- 24 Les tenants de cet argument répercutent une opinion très répandue dans les milieux populaires africains selon laquelle l'homosexualité est une création de l'Occident, le symptôme de sa décadence morale. En voici quelques variantes :
- « Les occidentaux sont malades. Mais ils ont de l'argent, ce qui fait leur force. [...] Notre [nous Africains] véritable problème c'est l'ignorance de nos valeurs culturelles et nos capacités intellectuelles ; à cela vient s'ajouter l'insécurité financière, qui nous rend extrêmement vulnérable. [...] Retenez bien ceci, presque rien n'est plus naturel chez les blancs : en amour, les animaux, l'homosexuel, les machines électriques de plaisir, les lubrifiants et les parfums de toutes sortes. »

« L'homosexualité est un mal venu du pays des blancs, elle se "téléporte" par les réseaux hertziens (médias occidentaux) [...]. Avant, ça n'existait tout simplement pas en Afrique (et à plus forte raison au Cameroun). »

« L'homosexualité, cette bêtise occidentale au Cameroun. Il n'y aura jamais de légalisation de cette infamie chez nous. Que cette bestialité reste dans les pays "développés" où elle est née. »

- 25 Comme les prises de positions suivantes le montrent, le procès moral de l'Occident va souvent de pair avec la thèse du complot : l'Occident diffuserait l'homosexualité en Afrique pour empoisonner les valeurs culturelles africaines.

« Les occidentaux profitent de notre détresse/pauvreté/ignorance pour diminuer nos forces. [...] La traite négrière nous a vidés de nos forces humaines. Le SIDA, la pauvreté, maintenant l'homosexualité. [...] Pendant que les blancs interdisent la polygamie, ils nous imposent l'homosexualité et nous ne disons rien. [...] Si l'Europe veut nous imposer leurs habitudes homosexuelles, qu'elle accepte aussi nos habitudes polygamiques. La route de la globalisation ne doit pas être à sens unique. »

« Il ne fait pas de doute que nos hommes du pouvoir sont friands de sectes sataniques venues de l'Occident. [...] Ainsi ils ont réussi à nous imposer toute sorte de "satanités" au gré des maîtres occidentaux : l'impunité, la corruption, les sectes, le viol des enfants, le grand banditisme, le défaitisme et l'irresponsabilité. »

« Le Cameroun ne sera jamais ce que vous croyez. Maudits soient tous ceux qui veulent tuer nos belles cultures camerounaises et nous importer les pratiques sataniques des USA et de l'Europe. »

- 26 En d'autres termes, l'homosexualité serait un produit d'importation absolument étranger aux sociétés traditionnelles africaines. Il est évident que ces idées reçues participent du refoulement de la relation homosexuelle dans les milieux populaires africains, un refoulement qui nie aveuglément l'existence des pratiques homosexuelles dans les sociétés africaines aussi bien précoloniales que postcoloniales.

L'argument socio-économique

- 27 D'après cet argument, très répandu aussi, les Africains pratiqueraient l'homosexualité simplement pour des raisons socio-économiques, à cause de la pauvreté et de la misère.

« Les relations homosexuelles sont le seul moyen de réussir dans des sphères gangrenées par les gays. L'étudiante qui couche avec son enseignant pour valider une matière, la jeune femme qui monnaie un poste contre ses charmes [...]. »

« Je suis une femme, je me suis connectée sur un site de tchat des homos pour avoir une idée de ceux-là qui se font niquer, j'ai eu un grand choc et jusqu'à présent je ne m'en suis pas encore remise. J'ai tchatché sur *Cyberman* avec un prénom masculin et je suis tombée sur un camerounais de 19 ans qui faisait la classe de Terminale. Ce petit est habitué à cette pratique et il était prêt à coucher avec moi pour une somme de vingt mille [FCFA], et même avec un chien à cinquante mille [FCFA]. Moi, étant mère, j'ai eu très mal, j'avoue que j'ai beaucoup pleuré et me dis si cela venait à être toléré ici dans notre pays, tous nos garçons deviendront des pédés, car tous aiment la facilité. »

« Les camerounais sont devenus des malades à cause de la crise économique. [...] Pour ma part, je pense que si un Africain et pire un Camerounais est homosexuel, il doit être pendu sur la place publique. »

- 28 Réduire ainsi l'homosexualité en Afrique à une forme de prostitution vise à renforcer l'idée selon laquelle les Africains ne la pratiquent pas par conviction, mais parce qu'ils y sont contraints par la précarité.

L'argument démographique

- 29 Certains Camerounais rejettent l'homosexualité au nom de la nécessité de procréer pour le renouvellement de l'espèce humaine en général et de la population camerounaise en particulier.
- « Les homos ne peuvent pas procréer entre eux, et par conséquent, ne contribuent pas au repeuplement du Cameroun, l'augmentation de la population du Cameroun serait indispensable au décollage socio-économique du Cameroun. »
- « L'homosexualité en soi est la négation de la pérennisation de l'espèce humaine. »
- 30 C'est un argument qui revient souvent quand on soulève la question de l'adoption des enfants par des homosexuels. Certains tenants de l'argument démographique estiment que les homosexuels ne sauraient réclamer le droit d'adopter alors qu'ils promeuvent une sexualité qui n'est pas procréatrice.

L'argument religieux

- 31 L'argument religieux se borne à rappeler que l'homosexualité est interdite par la Bible ou le Coran.
- « L'homme a été créé pour la femme, et la femme pour l'homme. C'est l'ordonnance de Dieu. En outre, Dieu a formellement interdit l'homosexualité. L'homosexualité est d'origine démoniaque. Ceux qui se sont enflammés de désirs envers des personnes de même sexe ont besoin de délivrance. C'est tout ! »
- « En effet, l'homosexualité doit être dénoncée et combattue avec la dernière énergie. Allah le Très Haut a interdit cette pratique et il y a une sagesse dans cette interdiction. »
- 32 L'argument religieux est parfois accompagné d'interprétations millénaristes ou apocalyptiques.
- « C'est à cause de l'homosexualité que le bon Dieu a envoyé le Tsunami en Asie il y a quelques années. Mes chers frères et sœurs, combattons de toutes nos forces cette pratique si on ne veut pas notre part de punition [...]. »
- « La fin du monde étant proche, le diable envoie ses démons pour prendre les âmes des pauvres d'esprit que nous sommes [...]. Mes frères, souvenez-vous des écrits dans l'Apocalypse. La bête avec ses chiffres 777. Elle envahit l'Europe et l'Occident. Ainsi, les mariages abominables sont célébrés, la pédophilie gagne du terrain, les zoophiles sont au rendez-vous. [...] C'est ainsi que Lucifer envoie ses démons en Afrique et principalement au Cameroun. »

L'argument naturaliste

- 33 Les défenseurs de cet argument soutiennent que l'homosexualité est contre-nature. Selon eux, la nature ne s'est pas trompée en dotant l'homme d'un pénis et la femme d'un vagin. Bref, le pénis serait fait pour le vagin et non pour l'anus.
- « L'anus a été fait pour évacuer les déchets. Rien ne doit y entrer. C'est la raison pour laquelle il y a des dégâts irréversibles. [...] L'homosexualité est une insulte à la femme, l'homme et l'humanité entière. »
- « Nous avons appris à l'école que deux corps de même nature se repoussent et cela se conforte dans la sexualité par l'existence des sexes masculin et féminin. »
- « L'homosexualité ne peut être naturelle. C'est naturel qu'un adulte se balade avec des couches pour cause d'incontinence due à une distension du rectum ? Vous parlez de quoi là ? Si c'était naturel, il n'aurait pas besoin de lubrifiant pour faciliter la pénétration. Par contre, ce qui est naturel est que le vagin s'élargisse tout seul au

moment opportun et produise automatiquement le liquide qui fait le boulot, ce qui est naturel est que la sexualité serve non seulement à procurer du plaisir mais aussi à engendrer la vie. »

- 34 D'après cet argument, le rapport homosexuel est de l'ordre de la déviance et par conséquent immoral. L'argument de la loi naturelle se double souvent de l'argument pathologique.

« Être gay, c'est un cas pathologique [...]. On peut guérir cette maladie même innée et devenir normal. »

« L'homosexualité est une maladie/déviance du comportement au même titre que la folie. »

- 35 Selon l'argument pathologique, les homosexuels seraient des malades qui s'ignorent et qui gagneraient à se faire soigner. Comme on a pu le constater, il arrive que des arguments de plusieurs ordres se chevauchent dans une même prise de position sans souci de cohérence. L'essentiel étant de condamner l'homosexualité. « La conviction épaisse de défendre une bonne cause et des valeurs morales au-dessus de tout doute et de toute contestation sensée a autorisé un étalage vertigineux d'ignorance et une incroyable misère argumentative » (Boulaga 2007 : 8).

La minorité homophile

- 36 Malgré le poids culturel des arguments homophobes, il y a une minorité de Camerounais qui soit défendent l'homosexualité soit la tolèrent. Derrière le voile de l'Internet ou de la radio, certains n'hésitent plus à confesser leur homosexualité. Ici, aussi, les arguments avancés sont de plusieurs ordres : libéral, scientifique, psychologique, culturel, etc.

L'argument libéral

- 37 Quelques Camerounais en appellent à la décriminalisation de l'homosexualité au nom des valeurs libérales telles que les libertés individuelles, le droit à la différence, le respect de la vie privée et la démocratie.

« Au nom de la liberté, libéralisez l'homosexualité. »

« En ce qui concerne les Homos, qu'on leur fiche la paix !!! Tout le monde fait ce qu'il veut de sa vie intime. »

« Où est donc la liberté que l'on demande tant dans notre pays si on ne peut plus faire ce que l'on veut sans que les gens entrent dans nos vies privées ? La démocratie c'est aussi cela, accepter la différence là où on est. Personnellement, je ne suis pas homosexuelle, mais je respecte le choix d'autrui qu'il soit mon frère ou ma sœur à partir du moment où il se sent bien dans sa peau, alors pourquoi lui en vouloir ? »

« En quoi l'homosexualité est-elle plus dangereuse face aux détournements de fonds publics qui plongent notre société dans une misère sans précédent. [...] Luttons contre la misère économique et non pas s'attaquer à des vies privées. »

- 38 Il s'agit là d'une illustration de l'appropriation africaine du *credo* libéral occidental dans le domaine de la sexualité. Les libéraux estiment donc qu'au lieu de s'acharner sur l'homosexualité qui relève de la moralité privée, les Camerounais feraient mieux de lutter contre les vices sociaux qui minent leur pays et qui relèvent de la moralité publique : la corruption, la misère, la mauvaise gouvernance, etc.

L'argument scientifique

- 39 Certains défendent l'homosexualité au nom de la science. Un internaute camerounais écrit : « C'est vraiment triste pour l'Africain en général. Il y a du boulot à faire. Si on croit plus aux superstitions qu'en la science, je crois vraiment qu'on est mal parti, dans tous les domaines de la société. » La plupart des tenants de cet argument prétendent s'appuyer sur les résultats des recherches scientifiques (biologie ou psychologie) prouvant que l'homosexualité est une tendance tout aussi naturelle que l'hétérosexualité. Comme la réaction suivante le montre, ils reprochent aux homophobes de se complaire dans l'ignorance :

« Vous qui brandissez des arguments sans preuves, du genre l'homosexualité est une perversion !!! Qui d'entre-vous est psy pour confirmer de telles choses ? Des arguments qui ne reposent sur aucune preuve scientifique [...]. »

L'argument de la pression culturelle

- 40 D'après cet argument, les pratiques homosexuelles seraient plus répandues en Afrique que les homophobes ne se l'imaginent. Seulement, la plupart des homosexuels seraient contraints par l'environnement socioculturel et légal répressif à opérer dans la clandestinité. Par exemple, un internaute homosexuel résidant à Yaoundé rétorque à un interlocuteur homophobe :

« J'ai l'impression que tu penses vraiment que c'est l'affaire des autres que d'être homosexuel. Alors, il peut être ton voisin, ton frère, ta sœur, ou même ton voisin [...] ce sont des gens normaux d'un point de vue social et je dirais même qu'ils font généralement tout pour se comporter d'une manière exemplaire dès qu'ils réalisent qu'ils sont différents et surtout minoritaires et pas toujours acceptés comme des gens à part entière dans le monde. »

- 41 Ceux qui adoptent ce point de vue stigmatisent l'hypocrisie de leurs compatriotes : « Il faut que l'hypocrisie cesse dans notre société. On critique soi-même ce que l'on fait discrètement. Et c'est bien là la triste réalité de notre cher pays. Il y a plein d'hommes et de mecs qui vont avec les femmes juste pour tromper la vigilance de la société, certains vont jusqu'à se marier avec des femmes alors que leur vraie nature est l'homosexualité. » En d'autres termes, bon nombre de Camerounais seraient hétérosexuels non pas par conviction mais par peur d'être ostracisés.

L'argument de la victimisation

- 42 Parmi les Camerounais qui ont le courage de confesser leur homosexualité, il y en a qui en appellent à la compréhension des homophobes en prenant la position de victime. Un internaute décrit l'homosexualité comme étant « un sentiment dont ils ne sont pas responsables », une orientation qu'ils assument malgré eux. Un autre ajoute : « L'homosexualité est peut-être une déformation de la nature, mais ce n'est pas un crime, car il n'y a pas de coupable, mais de victime et la victime c'est l'homosexuel qui ne sait pas ce qu'il fait pour mériter ces sentiments. » L'acceptation de la condition homosexuelle est décrite comme une sorte de résignation face à une fatalité. Ils trouvent donc injustes qu'on les condamne pour une condition qu'ils assument comme ils peuvent.
- 43 Une variante de cet argument soutient que l'homosexualité est une condition minoritaire qui a toujours existé et existera toujours dans les sociétés humaines.

« L'homosexualité a toujours existé depuis que le monde est monde et c'est naturel, car ne dépendant pas de la volonté des concernés. Minoritaires, ils ont été marginalisés. »

« L'homosexualité n'est ni un crime ni une maladie. C'est une alternative sexuelle, comme le voyeurisme, le fétichisme, etc. Elle regarde un pourcentage bien donné de toute société humaine. Elle est même couramment pratiquée dans certaines sociétés traditionnelles de notre continent (chez les Swahili d'Afrique orientale par exemple) [...]. La vérité est que dans toutes les nations du monde la pratique de l'homosexualité sort de l'ombre avec la démocratie. »

- 44 D'après les tenants de cet argument, l'existence d'une minorité d'homosexuels dans toutes les sociétés humaines serait un fait de la nature. Il est évident qu'il s'agit d'un débat très déséquilibré. Le courant homophobe reste effectivement très dominant. Mais il n'y a pas de doute que, la mondialisation du langage et de l'ethos libéraux aidant, le camp homophile (ou tout au moins de la tolérance) commence à se frayer un chemin. Ce qui est nouveau n'est pas la stigmatisation de l'homosexualité mais bien plutôt l'instrumentalisation de celle-ci pour la diabolisation de l'élite camerounaise.

Résistances locales à l'épreuve de la mondialisation

- 45 Le Cameroun n'est pas le seul pays africain où l'homosexualité a récemment exacerbé l'homophobie et déclenché une véritable chasse aux sorcières. Le Sénégal en est un autre. L'homosexualité est punie par la loi d'une peine allant d'un à cinq ans d'emprisonnement ferme dans ce pays à 95 % musulman. Tout a commencé au Sénégal en 2007 avec l'arrestation et l'interrogation d'une dizaine de jeunes après la publication de photos d'un mariage *gay* dans un journal *people*. Leur libération a provoqué la colère de certains imams qui s'empressèrent de créer un Front islamique pour la défense des valeurs éthiques religieuses en général et de l'islam en particulier. Dans cette mouvance, un projet de loi visant à durcir les peines contre l'homosexualité fut déposé à l'Assemblée nationale.
- 46 En août 2008, la justice sénégalaise condamnait à deux ans de prison ferme, un Belge et un Sénégalais accusés de « mariage homosexuel et actes contre nature ». En janvier 2009, neuf homosexuels étaient condamnés à huit ans de prison ferme pour « acte impudique, contre-nature et association de malfaiteurs ». Parmi eux se trouvait un certain Diadji Diouf, président de Aides Sénégal, une association internationale de lutte contre le sida qui appela les autorités françaises à protester. La diplomatie française, qui avait défendu le 18 décembre 2008 à l'ONU une déclaration réclamant la dépénalisation universelle de l'homosexualité, interpella les autorités sénégalaises. Le 20 avril 2009, les neuf homosexuels étaient libérés après l'annulation de la procédure judiciaire par la Cour d'appel de Dakar. La décision suscita l'indignation populaire et beaucoup ont soupçonné des pressions extérieures sur la justice sénégalaise.
- 47 Si les avocats de la dépénalisation de l'homosexualité ont du mal à trouver des soutiens locaux, ils peuvent désormais compter sur l'appui des réseaux internationaux de défense des droits des gays et des lesbiennes. Au Cameroun, Alice Nkom, avocate de métier, a pris le risque de ramer à contre-courant en créant une Association de défense des droits des homosexuels (ADEFHO). Elle a mené de nombreuses batailles judiciaires qui ont facilité la libération d'un certain nombre de personnes emprisonnées pour pratiques homosexuelles. Cette association s'est donnée pour mission de sensibiliser les Camerounais sur les injustices dont sont victimes les homosexuels et d'œuvrer pour la

dépénalisation de l'homosexualité. Elle a le soutien de nombreuses associations internationales telles que l'International Lesbian and Gay Association (ILGA), la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), Human Rights Watch (HRW), Amnesty International, etc. En 2008, à l'occasion de la Conférence mondiale sur le sida à Mexico, des homosexuels de l'Afrique francophone ont créé Africagay, un réseau informel de défense des droits des homosexuels en Afrique.

- 48 Mais la bataille s'annonce très difficile car la résistance ne vient pas seulement de la base mais aussi du sommet de certains États. Dans certains pays africains où l'homosexualité est criminalisée, les chefs d'État se sont clairement, voire violemment, prononcés contre l'homosexualité soit pour des raisons politiques soit par conviction. L'un des tout premiers à prendre la parole sur cette question a été Robert Mugabe, président du Zimbabwe, qui dans l'une de ses tirades anti-occidentales disait : « L'homosexualité est une tare blanche qui ne s'applique pas aux Africains. [...] Elle porte atteinte à la dignité humaine. Elle est contre nature et il ne sera jamais question de permettre à ces gens de se comporter pire que des chiens et des porcs. » Yahya Jammeh, président de la Gambie, accorda en 2008 une *interview* à un journal de Banjul dans laquelle, au nom des valeurs islamiques, il menaçait de décapiter tous les homosexuels qu'il arrêterait dans son pays. Il menaçait aussi de faire fermer les hôtels de son pays qui accueilleraient ce « genre d'individus ». En Ouganda où l'homosexualité est passible de la prison à vie, le président Yoweri Museveni est connu pour ses attaques contre la communauté gay et lesbienne, surtout quand il est en difficulté sur le terrain politique. En avril 2009, le président burundais, Pierre Nkurunziza, malgré une énorme pression internationale, a promulgué une loi criminalisant l'homosexualité au nom de la « culture » et de la « coutume ». Cette promulgation avait été précédée à Bujumbura par une manifestation de plus de 10 000 personnes organisée par le parti présidentiel et soutenue aussi par plusieurs églises évangéliques et pentecôtistes qui gagnent du terrain dans ce pays.
- 49 Les chefs d'État africains dont les pays criminalisent l'homosexualité auraient du mal à céder aux pressions internationales, même s'ils le voulaient. Ceux d'entre eux qui ne s'insurgent pas ouvertement contre les pratiques homosexuelles ne prennent pas non plus le risque de se montrer ouverts à une éventuelle libéralisation, ne serait-ce que pour des raisons politiques. Ils optent très souvent pour le silence et laissent appliquer la loi en vigueur. C'est du moins le cas du Cameroun où les procès contre les présumés homosexuels se poursuivent et où l'éventualité d'une dépénalisation de l'homosexualité n'a pas encore été ouvertement évoquée au sommet de l'État. Certains chefs d'États africains sont donc désormais pris entre le marteau de l'homophobie populaire et l'enclume des pressions internationales.

Le malaise de la modernité africaine

Le fossé entre l'élite et la populace

- 50 C'est un fait que le Cameroun traverse une crise sociale profonde qui est essentiellement une crise de la justice sociale, de la répartition équitable du bien commun. En effet, les pratiques les plus inciviques qui gangrènent l'intégrité professionnelle au Cameroun sont la corruption généralisée et le détournement des fonds publics par lesquels l'élite politique et économique s'approprie le bien commun aux dépens surtout d'une jeunesse paupérisée et frustrée ne croyant plus à la valeur du mérite. La délinquance de l'élite

politique et économique du Cameroun n'est donc pas une vue de l'esprit (Bayart *et al.* 1997). Après près d'un demi-siècle d'indépendance, l'anthropologue camerounais S. C. Abega (2007c : 11) dresse ainsi le bilan de la situation du Cameroun :

« Sur le plan économique, un endettement monstrueux qui n'a pas produit le développement escompté, le pillage des ressources, l'échec de la plupart des projets économiques et une misère galopante, avec par exemple l'apparition d'une pauvreté urbaine de plus en plus visible ; sur le plan politique, la mal-gouvernance et le discrédit jeté sur toute la classe dirigeante, avec en prime une opposition dont l'état de délinquance ne laisse entrevoir aucun espoir d'alternance ; sur le plan social, une crise identitaire manifestée par un mal-vivre général, la corruption et la gabegie qui parasite l'administration, l'absence de modèles et un pessimisme qui amène l'Africain à ne plus croire en ses capacités et à l'avenir de son continent [...]. »

- 51 C'est aussi un fait qu'une bonne frange de cette élite camerounaise croit à la promotion par les voies mystiques. Ils sont encore nombreux à adhérer à des mouvements ésotériques et à recourir aux marabouts locaux et étrangers, comme le montre cet extrait d'un article paru dans un journal camerounais en mars 2007 :

« Des ministres prévaricateurs, adeptes de la gouvernance magico-satanique, n'hésitent pas à recourir au renfort des tradipraticiens et hommes de Dieu, pasteurs et prêtres exorcistes. Ils multiplient des séances d'exorcisme dans leurs bureaux et autres résidences privées. Nous nous sommes intéressés à celle du 25 janvier 2007 qui s'est déroulée en pleine journée dans le cabinet d'un membre du gouvernement originaire de la province du Sud, presque en disgrâce avec le Prince. Ce dernier avait souhaité que la curieuse séance se déroule en toute discrétion, très loin des regards indiscrets. Tel n'a malheureusement pas été le cas puisque le praticien exorciste faisait des incantations à haute et intelligible voix en faisant abusivement usage d'encens » (Bakande 2007 : 10)

- 52 Il est tout aussi vrai que le recours aux marabouts ou aux exorcistes n'est pas une pratique propre à l'élite camerounaise. Elle est aussi très répandue dans toutes les couches de la population camerounaise. Ce qui fait donc problème dans les milieux populaires camerounais n'est pas le recours à ces prétendues sources de la puissance mais l'usage incivique que l'élite en ferait et qui prolongerait l'oppression de la masse. C'est pourquoi l'auteur de l'article ci-dessus poursuit :

« Aujourd'hui au Cameroun, toute nomination ou promotion à un quelconque poste de responsabilité, n'est pas conditionnée à la compétence ou à certaines valeurs intrinsèques indéniables. Il faut plutôt appartenir à un cercle exotérique, poser des actes abominables comme l'homosexualité pour faire partie de la mangeoire. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains ministres gèrent leur département ministériel avec une forte dose de légèreté et de laxisme. L'obligation des résultats et le souci d'efficacité ne sont pas leurs préoccupations à partir du moment où ils y sont arrivés par des voies obscures qui défient toute logique » (*ibid.*).

- 53 Une fois de plus la stigmatisation de l'homosexualité est au rendez-vous et contribue à la diabolisation d'une élite qui, par son comportement incivique, figure la déviance dont la sorcellerie est l'incarnation typique en Afrique. Certains auteurs ont vu dans ces soupçons et accusations une forme de révolte des gouvernés contre les gouvernants (Nyamsi 2007 : 62), une manière pour le peuple opprimé et frustré de dire son ras-le-bol. Abega (2007b : 95) parle de « confrontation de la société civile par presse interposée à l'État ». Fatigués d'attendre un changement qui ne vient ni par les urnes ni par la violence, les Camerounais prendraient désormais leur revanche sur leurs dirigeants en se gaussant de leurs malheurs et, surtout, en les accablant sur le plan moral.

Imaginaire populaire et inégalités sociales

- 54 L'explication de la prospérité ou de la puissance individuelle en termes de sorcellerie en Afrique a des racines culturelles profondes et des antécédents historiques documentés par des anthropologues. Edwin Ardener, un anthropologue anglais de l'École d'Oxford, publia en 1970 un article dans lequel il analysait l'adaptation des croyances en la sorcellerie aux transformations sociales provoquées par l'agriculture coloniale chez les Bakweri du sud-ouest du Cameroun (Ardener 1970). Il fut en effet l'un des premiers anthropologues à se pencher sur le lien entre la crise sociale et les mutations des croyances en la sorcellerie en Afrique coloniale. Après la conquête allemande des Bakweri en 1894, ces derniers furent rassemblés dans des réserves et leurs terres confisquées pour l'agriculture coloniale. Dans un premier temps la plupart des Bakweri restèrent en marge de l'agriculture coloniale. La main-d'œuvre locale étant insuffisante et peu motivée, les Allemands firent appel à la main-d'œuvre extérieure. La présence des travailleurs immigrés, de loin plus nombreux et plus entreprenants que les Bakweri, provoqua des transformations profondes qui plongèrent la société bakweri dans une véritable crise socioculturelle. Sa survie était menacée par la marginalisation économique et la crise démographique.
- 55 Pour interpréter les transformations économiques et les nouvelles formes d'enrichissement qui les déstabilisaient, les Bakweri eurent recours à un nouveau concept de sorcellerie, celui de *nyongo*, emprunté à un peuple voisin. On soupçonnait de *nyongo*, toute personne qui, profitant de l'économie coloniale, affichait des signes de prospérité qui le démarquaient du reste de la population. Selon la croyance, une personne qui avait le *nyongo* faisait partie d'une association de sorciers ayant le pouvoir de provoquer la mort apparente de proches parents qui étaient ensuite transformés en zombies et travaillaient dans des plantations pour l'enrichissement personnel des sorciers. Ardener note qu'en 1953 cette croyance était tellement ancrée dans les mentalités qu'aucun Bakweri n'osait construire une maison moderne par peur d'être accusé de sorcellerie. Dans cette tentative initiale d'accabler les nouveaux riches, il y a lieu de voir une forme de résistance socioculturelle qui traduit une certaine tension entre la logique traditionnelle avec ses mécanismes de redistribution et la logique capitaliste de l'accumulation individuelle. Avant la colonisation, les Bakweri avaient un concept de richesse centré sur la pratique de l'élevage (Ardener 1956 : 48). On reconnaissait un riche par l'importance de son bétail (vaches, chèvres, porcs, etc.) qui l'habilitait à faire le rite *ngbaya* qu'Ardener (1970 : 146) compare littéralement aux *potlachs* de certaines tribus indiennes de l'Amérique du Nord.
- 56 Le rituel *ngbaya* dont il est question permettait aux riches d'asseoir la reconnaissance sociale de leur statut particulier. Pendant la cérémonie, le nouveau riche reçoit en grande quantité de ses proches parents paternels et maternels des animaux domestiques (chèvres, volaille, etc.) qu'il fait tuer pour la redistribution au sein de la famille. Dans cette démarche, qui rappelle bien la théorie maussienne du don, le riche ne reçoit que pour donner et pour redistribuer. En effet, ceux et celles qui ont participé à la reconnaissance sociale de la richesse du riche attendent de lui des récompenses de plus grande valeur (*ibid* : 77). Cette redistribution passe par le détour rituel : la société utilise le voile rituel pour convertir la richesse matérielle en capital social et symbolique.

- 57 On le voit bien, chez les Bakweri comme chez d'autres peuples africains, l'accumulation allait de pair avec des processus de redistribution socialement contrôlés. En effet, des études anthropologiques ont montré que dans la plupart des sociétés traditionnelles, la richesse vient avec son lot d'obligations et de contraintes. En d'autres termes, le riche n'a pas toujours le loisir de disposer de ses richesses comme bon lui semble. Leur usage est socialement contrôlé pour éviter qu'elles ne portent atteinte aux valeurs et normes collectives. Par exemple, pour éviter que les riches ne deviennent trop puissants, la société peut les contraindre à une sorte de redistribution ou à la conversion de leurs richesses en prestige (capital social). On parle alors de mécanisme de nivellement (Nash 1967 : 9) ou de l'obligation de distribuer (Forde & Douglas 1967 : 17). La logique capitaliste, introduite en Afrique par l'économie coloniale, en affranchissant la propriété privée de l'obligation de distribuer, déstabilise les structures traditionnelles de solidarité et engendre des inégalités sociales criardes.
- 58 Selon Ardener, ce n'est que vers 1954 que la plupart des Bakweri commencèrent à s'enrichir par le biais de la culture de la banane. Mais il leur fallait trouver un moyen de gérer la croyance au *nyongo* pour que l'enrichissement individuel devienne licite. Ils achetèrent d'un peuple voisin une technique rituelle destinée à purifier le village de la sorcellerie *nyongo*. Comme on le voit, le nouveau rituel leur permit d'embrasser la nouvelle culture capitaliste sans pour autant abandonner la croyance au *nyongo*. Ardener (1970) voyait dans cette revitalisation des croyances en la sorcellerie en période de crise une sorte de reconfiguration des représentations collectives préexistantes qui permettait à une société de projeter (et de résoudre peut-être) dans l'univers de l'imaginaire des tensions sociales réelles.
- 59 Dans ses travaux, Geschiere reprend ce thème de l'adaptation des croyances en la sorcellerie à la modernité coloniale et postcoloniale en Afrique. Dans son livre *Sorcellerie et Politique en Afrique* (1995), il se penche, entre autres, sur la croyance en la « sorcellerie-richesse » au Cameroun en général et chez les Maka de l'est du Cameroun en particulier. La populace marginalisée soupçonne souvent les riches et les politiciens d'acquérir les richesses, le pouvoir et les postes d'influence par des moyens occultes. Ils sont soupçonnés de prospérer non pas par le mérite mais par une forme de sorcellerie qui leur permettrait de s'approprier le fruit du travail des autres. Geschiere décèle une sorte de complicité entre la modernité et la sorcellerie : « De manière générale, écrit-il, on peut dire que les discours de sorcellerie offrent un idiome de prédilection, pour les riches comme pour les pauvres, qui tente d'interpeller les changements modernes. Ceux-ci sont perçus à la fois comme énigmatiques et fascinants parce qu'ils ouvrent des horizons nouveaux, mais aussi décevants parce que peu de gens ont réellement accès à ces opportunités nouvelles » (Geschiere 2000 : 17). Pour le sociologue camerounais E. Kamdem qui a exploré le lien entre la sorcellerie et les pratiques de *management* en Afrique, « la sorcellerie apparaît ainsi comme un mécanisme de réduction des inégalités dans la répartition de la richesse. Cette réduction peut se faire par l'isolement ou l'élimination (physique ou symbolique) des détenteurs des richesses, ou encore par la destruction des biens dont l'acquisition est jugée suspecte » (Kamdem 2006 : 172).
- 60 Quand on a fait la part de la réalité dans cette démarche populaire, il y a bien lieu de voir dans la diabolisation en cours de l'élite camerounaise un recyclage d'une vieille représentation collective dans un contexte de crise sociale réelle. En d'autres termes, ce qui est nouveau, ce n'est ni la stigmatisation de l'homosexualité ni la diabolisation d'une élite discréditée, mais bien l'alliance des deux thèmes dans le contexte sociopolitique

actuel. Comme l'écrit l'anthropologue Claude Rivière (2003 : 132), « la sorcellerie, autrefois maîtrisée par des accusations et des rites d'élimination dans le cadre villageois, règne désormais sans partage et sans qu'on puisse extirper le mal dans une macrosociété nationale qui a, pour élément structurel du système, l'inégalité de pouvoir et de richesse ».

- 61 Par ailleurs, un certain contexte religieux marqué par l'offensive des mouvements néo-pentecôtistes se prête à ce processus de diabolisation de l'élite politique et économique. Comme l'ont montré maintes études, le pentecôtisme africain a renforcé les croyances en la sorcellerie en les diabolisant : le sorcier y est perçu comme agent du diable à combattre avec la puissance du Christ (Meyer 1994 ; de Surgy 2001 ; Laurent 2002). Par exemple, à propos de la politique de la délivrance menée en Côte-d'Ivoire par les « prophètes pasteurs » pendant la récente guerre civile, André Mary montre que pour les néo-pentecôtistes la renaissance politique de ce pays passe par la renaissance morale et religieuse de l'élite politique et économique. Les conditions de la délivrance sont ainsi posées :

« La Côte-d'Ivoire a trop mangé, le miracle ivoirien a été perverti par le fétichisme et le maraboutage des hommes d'affaires, par la pédophilie, l'homosexualité, l'adultère et la corruption de ses leaders, elle s'est convertie à Satan qui était jaloux de sa réussite. Seules la conversion à la parole de Dieu, à sa "puissance", et l'élection d'un président qui aura accepté Jésus et reçu l'onction divine peuvent aider le pays à se relever. Nul ne peut gouverner sans la volonté de Dieu » (Mary 2002 : 77)

- 62 Cette stigmatisation de l'homosexualité est bien en phase avec le rigorisme moral qui caractérise les mouvements pentecôtistes en général. Aussi, en Côte-d'Ivoire comme au Cameroun, les mouvements ésotériques tels que la Rose-Croix et la franc-maçonnerie qui comptent un certain nombre d'adeptes dans les milieux politiques, sont souvent soupçonnés dans les milieux chrétiens de connections diaboliques. Au sujet du Burkina Faso, P.-J. Laurent (2002 : 106) constate que, dans le contexte de « modernité insécurisée » (affaiblissement des solidarités traditionnelles couplé à la déliquescence de l'État postcolonial) de ce pays, on a l'impression que « la "crise sorcière" ambiante vient résoudre, de manière inédite, le délicat dilemme de l'accumulation, dans un environnement qui garantit imparfaitement la recherche de la sécurité économique et sociale de la majorité de la population ». En d'autres termes, il s'agit d'une gestion magique ou religieuse de l'insécurité, de la peur, des frustrations et des rancœurs générées par la crise de la solidarité sociale orchestrée surtout par une élite corrompue et égoïste. Mais une telle gestion permettant aux pauvres de maintenir une certaine prise sur l'élite n'est possible que parce qu'une bonne partie de cette élite croit effectivement à la prospérité sociale et matérielle par la manipulation des pouvoirs magiques et invisibles. Donc, malgré la disparité des conditions économiques distinguant le pauvre du riche, ils sont logés à la même enseigne en matière de croyances magiques.
- 63 La question de l'instrumentalisation des interdits alimentaires et sexuels pour le contrôle social en temps de crise n'est pas étrangère à l'anthropologie. Par exemple, elle figure en bonne place dans les travaux de Mary Douglas (1966). La morale sexuelle, l'un des universaux de la condition humaine, peut en effet devenir le terrain des luttes sociales et politiques dans un contexte d'insécurité. C'est ce que montre aussi ce débat sur l'homosexualité ayant tourné au procès moral de l'élite camerounaise. L'homophobie étant encore dominante et les pratiques occultes étant courantes dans les milieux politiques camerounais, soit pour conquérir le pouvoir soit pour le conserver, l'opinion

populaire camerounaise a vite conclu que l'homosexualité n'était qu'une composante de ces orgies occultes. Il n'est donc pas étonnant, qu'à la faveur de faits divers soupçonnant ou accusant de hautes personnalités camerounaises de pratiques homosexuelles, cette opinion instrumentalise la stigmatisation de l'homosexualité pour décrédibiliser une élite camerounaise prévaricatrice.

- 64 D'après Georges Balandier (1999 : 138), « la compétition politique recourt au langage de l'invocation des esprits comme à celui de la sorcellerie : le premier est l'arme des détenteurs du pouvoir ; le second est l'instrument de ceux qui récusent ces derniers et assimilent leurs défaillances ou leurs abus aux agissements des sorciers ». Comme nous l'avons vu, à travers une large et fréquente couverture de ces faits divers dans lesquels s'entremêlent le mythe, la rumeur et la réalité, la presse locale contribue à renforcer les croyances populaires en la matière (Abega 2007c : 104-105). Nous avons affaire à une société camerounaise en pleine mutation, une société où le traditionnel consensus culturel et moral se fissure lentement, mais sûrement, au rythme d'une mondialisation à plusieurs vitesses dans laquelle « résistance culturelle et impérialisme culturel sont les deux faces d'un même processus » (Mattelart 2005 : 54).

BIBLIOGRAPHIE

ABEGA, S. C.

2007a *Introduction à l'Anthropologie sociale et culturelle*, Paris, Afrédit.

2007b « La presse et l'État : l'exemple des procès sur l'homosexualité au Cameroun », *Terroirs*, 1-2 : 95-112.

2007c *Le retour de la société civile au Cameroun*, Yaoundé, PUCAC.

ARDENER, E.

1956 *Coastal Bantu of the Cameroons*, London, International African Institute.

1970 « Witchcraft, Economics, and the Continuity of Belief », in M. DOUGLAS (ed.), *Witchcraft Confessions & Accusation*, London-New York, Tavistock Publications : 141-160.

BAKANDE, A. G.

2007 « Panorama : pour échapper à l'Opération Épervier, des ministres consultent les marabouts », *Dikalo*, 8 mars : 10.

BALANDIER, G.

1999 *Anthropologie politique*, Paris, PUF.

BAMBOU, F.

2006 « Homosexualité : le grand piège », *Nouvelle Expression*, 1^{er} février : 5.

BATONGUÉ, A.

2006 « La Lettre : Homosexualité », *Mutations*, 1^{er} février : 8.

BAYART, J.-F., ELLIS, S. & HIBOU, B.

1997 *La criminalisation de l'État en Afrique*, Bruxelles, Complexe.

BORILLO, D.

2001 *L'homophobie*, Paris, PUF.

BOULAGA, F. E.

2007 « L'homosexualité au Cameroun : problème politique », *Terroirs*, 1-2 : 5-10.

CHAPMAN, R. & RUTHERFORD, J. (EDS.)

1988 *Male Order : Unwrapping Masculinity*, London, Lawrence & Wishart.

DOCKI, D.

2006 « Affaire Djomo Pokam : l'étau se resserre autour de Juimo Monthe », *Dikalo*, 9 novembre : 5.

DOO BELL, J.

2006 « Homosexuels de la République : vers des procès retentissants », *Le Messager*, 9 février : 7.

DOUGLAS, M.

1966 *Purity and Danger : An Analysis of Concepts of Pollution and Taboo*, London, Routledge & Paul Kegan.

EPPRECHT, M.

2004 *Hungochani : The History of a Dissident Sexuality in Southern Africa*, Montréal, McGill ; Kingston, Queen's University Press.

FORDE, D. & DOUGLAS, M.

1967 « Primitive Economics », in G. DALTON (ed.), *Tribal and Peasant Economies*, Austin-London, University of Texas Press : 13-28.

GESCHIERE, P.

1995 *Sorcellerie et Politique en Afrique. La Viande des Autres*, Paris, Karthala.

2000 « Sorcellerie et Modernité. Retour sur une étrange complicité », *Politique africaine*, 79 : 17-32.

KAMDEM, E.

2006 « Sorcellerie. Organisation et comportement dans l'entreprise », in É. DE ROSNY (dir.), *Justice et Sorcellerie*, Paris, Karthala ; Yaoundé, PUCAC : 153-177.

KAMGUIA, E.

2006 « Paradoxe : quand le chien mord son maître », *Nouvelle Expression*, 1^{er} février : 6.

LAURENT, P.-J.

2002 « Effervescence religieuse et gouvernance. L'exemple des Assemblées de Dieu au Burkina », *Politique africaine*, 87 : 95-114.

MARSHALL-FRATANI, R.

2001 « Prospérité miraculeuse. Les pasteurs pentecôtistes et l'argent de Dieu au Nigéria », *Politique africaine*, 82 : 24-44.

MARY, A.

2002 « Prophètes pasteurs. La politique de la délivrance en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, 87 : 69-94.

MATTELART, A.

2005 *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte.

MBEMBE, A.

2000 *De la postcolonie*, Paris, Karthala.

MEILLASSOUX, C.

1964 *Anthropologie économique des Gouro de Côte-d'Ivoire*, Paris, Mouton.

MEYER, B.

1994 « Beyond Syncretism : Translation and Diabolization in The Appropriation of Protestantism in Africa », in C. STEWART & R. SHAW (eds.), *Syncretism/Anti-syncretism : The Politics of Religious Synthesis*, London-New York, Routledge : 45-68.

MURRAY, S. O. & ROSCOE, W.

1998 *Boy-Wives and Female-Husbands : Studies of African Homosexualities*, New York, St Martin's Press.

NASH, M.

1967 « The Organization of Economic Life », in G. DALTON (ed.), *Tribal and Peasant Economies*, Austin-London, University of Texas Press : 3-11.

NGOMO, P.-A.

2007 « L'hétérosexisme comme moralisme : défense de l'autonomie sexuelle », *Terroirs*, 1-2 : 45-54.

NYAMSI, F.

2007 « De la possibilité d'une *pax sexualis* », *Terroirs*, 1-2 : 55-67.

ONOHIOLO, S.

2007 « Commissaires révoqués : le débat sur l'homosexualité revient sur la scène », *Le Messager*, 22 février : 9.

RIVIÈRE, C.

2003 *Socio-anthropologie des religions*, Paris, Armand Colin.

SPENCER, C.

1998 *Histoire de l'homosexualité : de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Le Pré aux Clercs.

DE SURGY, A.

2001 *Le phénomène pentecôtiste en Afrique noire : le cas béninois*, Paris, L'Harmattan.

WARNIER, J.-P.

2004 *La mondialisation de la culture*, Paris, La Découverte.

NOTES

1. Je maintiens la distinction entre homophobie d'État et homophobie populaire car l'une ne suppose pas ou n'entraîne pas nécessairement l'autre. D'après un rapport récent de ILGA (Association internationale des lesbiennes, des gays, des personnes bisexuelles, transsexuelles et intersexuelles) publié en mai 2009, 80 pays dans le monde interdisent et punissent l'homosexualité. 31 de ces pays sont africains dont le Soudan, la Mauritanie, certaines parties du Nigeria et du Soudan qui punissent l'homosexualité de mort. Les trois autres pays où l'homosexualité est passible de peine de mort sont l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Yémen. Cette enquête faite par Daniel Ottoson de l'Université Södertörn de Stockholm est intitulée « Homophobie d'État » et est disponible sur le site de ILGA (<www.ilga.com>).

2. Les quelques exceptions notables sont les travaux de S. O. MURRAY et W. ROSCOE (1998) sur l'homosexualité africaine et de M. EPPRECHT (2004) sur la déviance sexuelle en Afrique australe.

RÉSUMÉS

Résumé

L'homosexualité africaine est très peu étudiée et documentée, l'homophobie africaine l'est encore moins. Ici le tabou culturel semble se doubler d'un tabou scientifique. L'entrée récente du sujet de l'homosexualité dans les débats publics et populaires dans certains pays africains, dont le Cameroun, s'est faite par le biais de faits divers, largement relayés par des médias locaux, qui impliquaient et criminalisaient une frange influente de l'élite politique et économique du pays. Cet essai montre qu'à travers cette saga, l'opinion populaire, en recyclant le thème connu de l'association de l'homosexualité et de la sorcellerie criminelle s'est positionnée comme défenseur des valeurs traditionnelles. Celles-ci seraient menacées par une certaine modernité occidentale aux soldes de laquelle seraient un État postcolonial prévaricateur et une élite locale criminalisée et désavouée. L'homophobie est instrumentalisée ici non pas par les détenteurs du pouvoir à des fins politiques, comme c'est souvent le cas, mais bien par la populace pour nommer la déchéance des gouvernants. Par ailleurs, cette résistance culturelle, morale et sociale s'opère dans un cadre où les industries de la culture contribuent à la mondialisation non seulement des débats sur des sujets longtemps considérés tabous en Afrique mais aussi du choc entre les résistances locales et les pressions des lobbys internationaux.

Abstract

Popular Homophobia in Cameroon. — There are very few studies on African homosexuality, and fewer still on African homophobia. On these topics the cultural taboo seems to veil a scientific taboo. The recent irruption of the topic of homosexuality in public and popular debates in some African countries, including Cameroon, occurred through trivial news, largely relayed by local medias, which implicated and criminalized the influent section of the political and economic elite. This essay shows that through this saga, the public opinion, by recycling a collective

representation which associates homosexuality with esoteric practices posits itself as the guardian and defender of traditional moral values. The threat is seen as coming from Western modernity at the service of which is the corrupt postcolonial state and its criminalized and disavowed elite. Homophobia is here instrumentalized not mainly by power holders for political ends, as it is often the case, but rather by the populace to stigmatize the moral and civic decadence of the ruling elite. Furthermore, this cultural resistance occurs in a context in which cultural industries are at the root of the globalization, not only of debates so far considered taboos in Africa, but also of the clash between local resistances and pressures from international lobbies.

INDEX

Mots-clés : Cameroun, criminalisation de l'élite, homophobie populaire, homosexualité, inégalités sociales, mondialisation, résistance culturelle

Keywords : Cameroon, Criminalization of the Elite, Popular Homophobia, Homosexuality, Social Inequalities, Globalization, Cultural Resistance

AUTEUR

LUDOVIC LADŌ

Faculté de Sciences sociales et de Gestion, Université Catholique d'Afrique centrale, Yaoundé, Cameroun.